

2 Politique

Au sortir du second tour des élections couplées/Entretien avec le président de "Les Démocrates"

Guy Nzouba Ndama : « Le plus important pour moi, c'est de considérer que les résultats tels que nous les connaissons aujourd'hui ne reflètent pas la vérité ni la réalité du terrain »

Propos recueillis par Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Le président de "Les Démocrates" (LD), en dépit du fait que son parti est devenu la deuxième force politique du Gabon, estime tout de même, au cours d'un entretien accordé à notre rédaction lundi, que le score réalisé par son écurie avant la proclamation des résultats par la Cour constitutionnelle résulte de la "mauvaise" organisation et des pratiques qu'il dénonce ouvertement. Occasion également pour l'ancien président de l'Assemblée nationale de se prononcer sur le débat relatif à l'état de santé du président de la République, Ali Bongo Ondimba. Lecture.

P'union. Monsieur le président, vous venez de prendre part aux élections couplées législatives et locales. Malgré les critiques de certains acteurs de votre bord politique, votre parti, Les Démocrates, y a participé. Qu'est-ce qui a motivé votre décision ?

Guy Nzouba Ndama : À la création de notre parti, le 11 mars 2017, j'avais eu à dire qu'un parti politique se crée pour participer à l'activité politique du pays, dans le cadre du jeu démocratique. Et à ce titre, un parti, s'il se crée, c'est aussi pour chercher à conquérir le pouvoir. On n'obtient le pouvoir qu'en participant aux élections. Ce sont les élections qui permettent de donner une substance, une vie à un parti politique. Et, à la suite de cette déclaration que j'avais faite, qui avait effectivement été diversement appréciée par des amis de mon bord, les militants du parti ont confirmé la volonté d'aller aux élections. Parce que, une Assemblée nationale ou bien les conseils municipaux et départementaux doivent refléter la configuration ou les différentes sensibilités qui s'expriment à travers le pays. Voilà donc les objectifs que nous poursuivions en participant à ces élections. Ce n'était pas, comme j'ai entendu dire, pour légitimer qui que ce soit. Parce que, l'organisation de ces élections n'était pas la volonté du prince, c'est la Constitution de la République gabonaise qui veut qu'en période régulière, les Chambres du Parlement, les conseils locaux soient renouvelés.

Comment appréciez-vous, d'une manière générale, l'organisation de ces scrutins ?

L'organisation pose encore problème. J'avais dit dès le départ que ce n'est pas le changement d'appellation qui est le plus important. Le Centre gabonais des Elections (CGE) n'est fondamentalement pas différent de la CENAP. Déjà, lorsque le CGE a publié les listes des présidents de commissions, c'était du copié collé. Ce sont les mêmes noms qui avaient eu à présider les Commissions électorales locales à l'occasion de la Présidentielle 2016, qu'on a retrouvés à l'occasion des élections couplées d'octobre dernier. Donc, je dis toujours que ceux qui sont nommés à la tête de ces Commissions locales vont avec l'idée non pas de servir la République, non pas de servir la chose publique, mais ils y vont avec l'idée de défendre une cause partisane. Nous n'aurons pas du tout changé, nous resterons toujours au même niveau. Cela a pu se démontrer parce que, je ne parle que de ce que j'ai vécu. Je prends l'exemple de la Commission départementale de la Lolo-Bouenguidi, le président de la commission était le fils d'un candidat du Parti démocratique gabonais (PDG). Il va de soi que ce président a tout mis en œuvre pour favoriser les candidats du



Photo : Martina ADA Metoule

Guy Nzouba Ndama dénonçant quelques dysfonctionnements dans l'organisation des scrutins couplés du mois d'octobre dernier.

PDG. J'en veux pour preuve le cas du 1er siège du département de la Lolo-Bouenguidi, canton Lolo-Wagna. Sur 20 bureaux, 12 étaient présidés par des parents ou des apparentés du candidat du PDG. Ce candidat, c'est mon propre petit-frère. Donc, tous ceux qui avaient leurs parents ou leurs apparentés ne m'échappent pas. J'avais pris le soin de me déplacer, d'aller voir le président de la commission pour lui montrer le côté anxiogène de la décision qu'il prenait. Il m'avait dit qu'il prenait ses responsabilités. Donc, du côté de l'organisation, si je vous ai cité ce cas, c'est parce que je l'ai vécu. Il est fort possible qu'ici et là, il y ait eu d'autres cas similaires. Tout comme, dans le Haut-Ogooué, à Akiéni, où notre candidat a été empêché d'envoyer ses représentants dans les bureaux de vote. Franchement, je ne sais pas s'il faut parler d'élections dans ces conditions-là.

Votre parti sort de là auréolé du statut de première force politique de l'opposition, avec 11 députés. Qu'est-ce qui, selon vous, peut expliquer ce succès ?

Moi, je pense que le positionnement, première force, deuxième force, la dénomination importe peu. Le plus important pour moi, c'est de considérer que les résultats tels que nous les connaissons aujourd'hui, avant leur proclamation par la Cour constitutionnelle, ne reflètent pas la vérité, la réalité du terrain. On doit tenir compte de la très forte abstention. Le problème, c'est qu'il y a un décalage entre la classe politique et les citoyens. Donc, il n'y a vraiment pas lieu de crier victoire. Parce que, en plus de cela, les moyens étaient tellement disproportionnés. Quand vous voyez ce que le PDG a mis, les gros moyens financiers mis en œuvre, à côté de maigres moyens des autres partis, on ne peut pas dire que nos compatriotes du PDG soient très fiers de cela. Ils ont mis les moyens de l'Etat à leur disposition. Cela ne me paraît vraiment pas correct, pas très démocratique.

Nous avons des élus, je ne peux que m'en féliciter même si j'aurais voulu davantage. Ces élus, ce sont d'abord des hommes de terrain. Je pense que c'est ce qu'il faut trouver comme explication. Ils ont su maintenir le contact permanent avec le terrain. Et nos compatriotes électeurs ont été moins tentés par l'achat des consciences. Ils ont pris l'argent et ont sanctionné le PDG. Et, je ne peux que m'en féliciter.

représenter au sein du palais Léon-Mba. Ils en ont décidé autrement, je l'accepte démocratiquement et sportivement.

Samedi dernier, Jean Ping, le leader de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) à laquelle appartient votre parti, a fait une déclaration diversement appréciée. Quelle analyse faites-vous de cette sortie et surtout de son appel au rassemblement de toutes les forces, au-delà des clivages ?

Je considère que Monsieur Jean Ping est un acteur de la vie politique du Gabon. Il a le droit, comme tous les autres acteurs, de donner un avis sur les problèmes qui se posent. Il ne me convient pas de commenter, d'approuver ou désapprouver, c'est son droit. S'il a fait, je prends acte. Aux citoyens de juger.

Monsieur le président, depuis plusieurs semaines déjà, le chef de l'Etat est absent du Gabon. Officiellement, il est hospitalisé à Ryad pour fatigue sévère. Cette version soutenue par le gouvernement suscite un débat dans le pays. Quelle est la position du président du parti "Les Démocrates" qui, par ailleurs, a été proche du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba ?

Le point de vue du président de "Les Démocrates" est que, les choses de l'Etat doivent être réglées par l'Etat. Monsieur Ali Bongo Ondimba n'est pas n'importe quel citoyen, il est le président de la République gabonaise. Tout ce qui peut lui arriver doit être traité par les organes habilités. Dans le cas d'espèce, c'est le gouvernement qui se devait d'informer le peuple gabonais de ce qui est arrivé à son président. Et le président de la République a un médecin personnel. Donc, sous l'autorité du gouvernement, le médecin se doit d'informer régulièrement le peuple gabonais. Nous avons assisté à une cacophonie, parce que des fonctionnaires ont voulu se substituer aux organes de l'Etat. C'est dommage parce que, dès lors que les fonctionnaires ont marginalisé le gouvernement, le Premier ministre de ce gouvernement a dit que c'était un "non événement". Si le Premier ministre le dit, que voulez-vous qu'on puisse faire ? On ne peut que regretter cela. Mais, je dis que ce n'était pas normal que les fonctionnaires se substituent aux organes de l'Etat qui ont la responsabilité de la conduite du pays au quotidien. En dehors de cela, Ali Bongo Ondimba est un être humain, il est sujet à la maladie, ça peut arriver à tout être humain. Respectons-le, il est en souffrance, sa famille certainement aussi. N'en profitons pas pour donner une autre image de ce que sont les Gabonais. Moi je dis, souhaitons-lui un prompt rétablissement.

Vous-même étiez candidat au 2e siège de la commune de Koula-Moutou. Malheureusement, vous avez perdu face au candidat du Parti démocratique gabonais (PDG), Jean Massima. Comment avez-vous accueilli cette défaite ? Et comment l'expliquez-vous ?

Je l'ai accueillie démocratiquement. Je ne peux pas être le président d'un parti dénommé "Les Démocrates" et refuser d'accepter. J'ai dénoncé ce qui a pu se passer sur le terrain, l'achat des consciences a été un phénomène généralisé. Mais, j'ai accepté, malgré les pressions de mes amis qui voulaient qu'on introduise des recours. J'ai refusé cette idée et pour vous montrer jusqu'où j'ai poussé ma réaction, le lendemain dimanche à 10h 30mn, j'ai appelé mon adversaire du PDG pour le féliciter de sa victoire. Ce qui confirme ce que je vous ai dit que j'ai accueilli démocratiquement ma défaite. Il faut que cela entre dans les mœurs dans notre pays. Parce que, nous n'allons pas contester en permanence les élections. Moi je dis, ils ont acheté les consciences des compatriotes, et donc ce sont eux qui l'ont voulu ainsi.

Vous avez tenté de briguer un siège inhabituel. Ce que beaucoup vous ont reproché. D'aucuns ont estimé qu'il était mieux pour vous de vous présenter dans votre fief traditionnel. Que répondez-vous à cela ?

Madame, comprenez que la politique est faite de défis. Je suis resté vingt-cinq ans député du 1er siège du département de la Lolo-Bouenguidi, canton Lolo-Wagna. J'estimais qu'après vingt cinq ans, il était temps que je mette à la disposition de mes compatriotes de la commune où je suis né, mon expérience pour pouvoir mieux les



Photo : Martina ADA Metoule

Le président de "Les Démocrates" répondant aux questions de notre reporter.